

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED  
WT/WGTI/M/4  
5 juin 1998

(98-2280)

---

## Groupe de travail des liens entre commerce et investissement

### RAPPORT DE LA RÉUNION DES 30 ET 31 MARS 1998

1. Le Groupe de travail des liens entre commerce et investissement a tenu sa quatrième réunion les 30 et 31 mars 1998.
2. En l'absence de son Président, M. l'Ambassadeur Kirk-Krai Jirapaet, le Groupe de travail a décidé que sa réunion serait présidée par le Président du Conseil général, M. l'Ambassadeur Weekes, auquel M. Otten, du Secrétariat, apporterait son concours.
3. L'ordre du jour de la réunion comprenait, pour les questions de fond, les points I à III ainsi que, sous ses aspects concrets, le premier élément du point IV de la Liste des questions proposées pour examen au Groupe (WT/WGTI/M/1, annexe 2).
  - A. INCIDENCE DES LIENS ENTRE COMMERCE ET INVESTISSEMENT SUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE (POINT I DE LA LISTE DES QUESTIONS PROPOSÉES POUR EXAMEN)
4. Le Président a indiqué quelle était la documentation concernant la question des communications présentées par des Membres et des organisations internationales intergouvernementales et déjà examinées lors de réunions précédentes ainsi qu'une note informelle du Président (n° 6004/Rev.1), dont la première section recense les questions au sujet desquelles le Groupe de travail a décidé, à l'occasion de ses précédentes réunions, qu'elles appelaient un examen plus poussé.
5. Le représentant du Costa Rica a présenté une communication (WT/WGTI/W/31) concernant les effets de l'investissement étranger direct ("IED") sur l'économie costa-ricienne et sur la politique d'investissement du Costa Rica. Il a signalé que l'IED réalisé au Costa Rica s'était considérablement intensifié au cours des dernières années, tant en valeur réelle qu'en pourcentage du PIB, et il a fait état de la corrélation positive constatée entre l'IED et les indicateurs du développement humain; cette corrélation montrait que le niveau de développement atteint dans le pays d'accueil en matière de ressources humaines était un facteur déterminant de l'IED; l'IED favorisait en outre la création d'emplois et la croissance des exportations industrielles. Il n'existait pas au Costa Rica de législation visant en particulier l'IED, car la politique du pays dans ce domaine procédait d'un principe constitutionnel consistant à n'établir aucune discrimination entre l'investisseur étranger et l'investisseur national. L'IED n'était subordonné à aucune procédure d'autorisation ou de déclaration préalable dans aucun secteur et il n'existait pas non plus de restrictions appliquées aux transferts liés à l'IED. L'investisseur étranger avait accès non seulement aux tribunaux nationaux mais encore aux recours prévus dans les accords internationaux auxquels le Costa Rica était partie, c'est-à-dire en particulier la Convention portant création du CIRDI, la Convention interaméricaine de l'arbitrage commercial, la Convention des Nations Unies pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères et un certain nombre d'accords d'investissement bilatéraux.
6. Le représentant des États-Unis, rappelant que des membres du Groupe de travail souhaitaient voir étudier plus avant le rôle revenant à l'IED dans le développement technologique des pays d'accueil, a présenté une communication (WT/WGTI/W/27) exposant les résultats d'une étude

empirique des effets de l'activité d'entreprises étrangères à 100 pour cent installées aux États-Unis sur le développement scientifique et technologique du pays, question qui suscitait de plus en plus d'intérêt du fait de la mondialisation. Cette analyse permettait d'énoncer trois grandes conclusions: la première était qu'entre 1987 et 1994, les dépenses de recherche-développement engagées aux États-Unis par les sociétés étrangères affiliées du secteur manufacturier avaient progressé près de deux fois autant que les dépenses de même nature consenties par l'ensemble des entreprises nationales. La deuxième conclusion était que l'apport des sociétés étrangères affiliées au développement de la technologie était particulièrement important dans les industries de pointe, comme le prouvait le fait que plus des trois quarts du montant total des dépenses de R-D engagées par les sociétés étrangères affiliées étaient imputables à celles qui appartenaient aux industries de pointe; et la troisième conclusion était que ces sociétés étrangères installées aux États-Unis avaient bénéficié d'un important apport net de technologie en provenance de leur société mère, comme l'indiquaient les données relatives aux redevances et aux droits de licence acquittés.

7. Le représentant du Mexique, relevant que le Costa Rica constatait un lien entre l'IED et les indicateurs de développement humain, a souligné qu'il fallait, pour analyser l'apport de l'IED au développement, adopter une approche globale pour pouvoir prendre en considération les dimensions humaine et sociale du développement. Le représentant de Hong Kong, Chine a de son côté souligné l'importance des questions posées au premier alinéa de la communication des États-Unis (WT/WGTI/W/27). Constatant que la plus grande partie de l'analyse présentée s'appuyait, semblait-il, sur des données antérieures à 1994, le même intervenant a demandé s'il existait des données plus récentes. Le représentant de la Communauté européenne a fait observer que cette communication prouvait qu'il existait une corrélation positive très ferme entre l'IED et le développement technologique en raison de l'important budget que les sociétés étrangères affiliées consacraient à la recherche-développement et de l'apport net de technologie dont les filiales bénéficiaient de la part de l'entreprise mère.

8. Le représentant de l'OCDE a présenté une communication (WT/WGTI/W/26) qui analysait le rapport entre l'IED et le développement économique au moyen d'études de cas portant sur six pays en développement: l'Argentine, le Brésil, le Chili, l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines. La principale conclusion qui se dégage de cette analyse était qu'il fallait nécessairement mettre en place dans le pays d'accueil un cadre politique global bien adapté pour pouvoir tirer le parti maximal de l'IED. La politique commerciale était particulièrement utile à cet égard. Certains pays en développement dotés d'un vaste marché national cherchaient naguère à attirer l'IED en protégeant leur marché intérieur, mais cette politique perdait aujourd'hui de son efficacité parce que les marchés se saturaient et que les investisseurs étrangers optaient désormais pour des pays et des marchés plus dynamiques. Des indications récentes permettaient de dire que la libéralisation des échanges avait un effet positif sur le volume de l'IED. L'explication tenait à trois grandes raisons: premièrement, la libéralisation des échanges dynamisait les marchés nationaux, d'où une croissance plus forte et par suite une expansion de la demande dans les pays d'accueil; deuxièmement, grâce à la suppression de certains obstacles à l'importation, les entreprises multinationales pouvaient importer des intrants de meilleure qualité ou à meilleur prix, de sorte qu'il devenait rentable de produire pour l'exportation dans le pays d'accueil; enfin, troisièmement, grâce à la conclusion d'accords régionaux ou multilatéraux, ces exportations allaient rencontrer moins d'obstacles à l'étranger. L'adoption d'un bon régime d'intégration régionale a souvent donné de l'élan à l'investissement étranger au profit des pays concernés. Mais la libéralisation des échanges n'agit pas seulement sur le volume de l'IED, elle agit sur sa qualité et ce phénomène-là a plus d'importance encore. Plusieurs études ont montré que, dans un environnement fortement protégé, l'IED peut avoir un effet négatif sur le pays d'accueil. Cette protection aboutit en effet à créer des rentes économiques dont l'investisseur étranger peut s'emparer pour les transférer hors des frontières. La protection ralentit également le transfert de technologie, car la concurrence faisant défaut sur les marchés du pays d'accueil, la société mère ne ressent pas le besoin de transférer ses technologies de pointe à sa filiale. Celle-ci conserve donc son retard relatif et va donc être moins à même de favoriser les exportations du pays d'accueil. La libéralisation du commerce peut inverser le processus en favorisant le transfert de technologie et l'exportation. En

outre, comme il a souvent été adopté une politique restrictive en matière d'IED, sous la forme, par exemple, de restrictions aux prises de participation et d'obligations de résultats, pour compenser les incidences négatives de la protection commerciale sur le comportement des entreprises étrangères, la libéralisation du commerce incite à se demander s'il est bien justifié, dans le contexte actuel, de persévérer dans la même voie.

9. Les représentants des États-Unis, de la Communauté européenne, et de Hong Kong, Chine ont approuvé les conclusions de l'OCDE en accordant un poids particulier à certaines d'entre elles: l'IED favorise la restructuration économique ainsi que la croissance des exportations et leur diversification; l'IED améliore la capacité des pays d'accueil à exploiter les possibilités qu'apporte l'intégration économique mondiale; les politiques des six pays étudiés témoignent toutes de la volonté de s'ouvrir davantage à l'IED; la libéralisation de la politique menée en matière d'IED doit faire partie intégrante d'une réforme générale de l'économie; les politiques visant à attirer l'IED en lui offrant un marché intérieur protégé perdent régulièrement de leur efficacité, de même que les restrictions imposées à l'IED et les obligations de résultats perdent leur justification et deviennent de plus en plus coûteuses dans un environnement marqué par la libéralisation du commerce et où l'IED s'oriente de plus en plus vers des productions d'exportation destinées à des marchés régionaux ou mondiaux; la libéralisation du commerce favorise considérablement l'IED et renforce sa contribution au développement économique; certaines politiques adoptées autrefois par des pays d'accueil qui visaient à intensifier le transfert de technologie, par exemple par la création obligatoire de coentreprises ou par des obligations précises en matière de transfert de technologie, sont vouées à l'échec; l'IED joue un rôle important encore quand il y a privatisation, tout particulièrement en faveur de l'infrastructure; et la libéralisation de l'IED produit un effet positif pour les services financiers car elle favorise l'efficacité et la stabilité de ce secteur dans les pays d'accueil. Les intervenants ont également fait observer que l'OCDE montrait dans sa communication que l'IED avait des effets positifs sur la balance commerciale et sur le solde des opérations courantes dans le pays d'accueil, ce qui contredisait l'une des thèses défendues par le Japon dans l'une de ses communications (WT/WGTI/W/11), suivant laquelle le rapatriement des bénéfices réalisés par les filiales étrangères au profit du pays d'origine pouvait être préjudiciable à la balance des paiements du pays d'accueil.

10. La représentante de l'Australie a contesté l'idée, défendue par l'OCDE dans sa communication, que l'obstacle le plus important à l'investissement étranger était la présence d'un dispositif de sélection par filtrage. Sans doute, ce dispositif, s'il était inadapté, risquait de ralentir le flux entrant d'investissement mais, en pareil cas, le problème était vraisemblablement lié à la non-transparence des procédures. En revanche, quand le dispositif de sélection était bien conçu, le filtrage assurait une évaluation diligente des propositions d'investissement sur la base de critères transparents et ne faisait nullement obstacle au flux d'investissement. Le représentant de l'Égypte a souscrit à cette observation et dit qu'en outre le mécanisme de filtrage pouvait être extrêmement utile, par exemple pour la collecte de renseignements statistiques. Le représentant des États-Unis a, pour sa part, souscrit à l'idée formulée dans la communication de l'OCDE: l'obstacle le plus important à l'investissement étranger tenait bien à la présence d'un dispositif de sélection par filtrage.

11. Le représentant de l'Argentine a souscrit aux constatations formulées par l'OCDE dans son exposé au sujet du rôle joué par l'IED dans ce pays. Rappelant que certains membres du Groupe de travail ont dit, lors des précédentes réunions, qu'il fallait prendre également en considération les éventuels effets négatifs de l'IED, le représentant de l'Argentine a souligné que, bien que l'Argentine ait mis en place un régime très ouvert à l'IED, comme l'indiquait l'OCDE, cette libéralisation ne lui avait valu aucun effet négatif. Souscrivant également aux vues de l'OCDE à cet égard, le représentant de l'Argentine a dit que la présence d'entreprises étrangères avait favorisé la stabilité du secteur financier argentin. Par ailleurs, l'OCDE, dans sa communication, et le Secrétariat, dans sa note (WT/WGTI/W/7 et Corr.1) sur "Les liens entre le commerce et l'investissement étranger direct", formulaient des conclusions différentes sur le point de savoir si l'augmentation des flux d'IED à destination de l'Argentine enregistrée récemment était imputable aux réformes intérieures ou à l'intégration régionale; le représentant de l'Argentine a expliqué que l'importance relative de chacun

des deux facteurs avait évolué avec le temps. De 1989 à 1994, la plus grande partie des apports d'IED étaient imputables aux privatisations tandis que, depuis 1994, c'était l'intégration régionale qui dynamisait le plus fortement l'IED, comme en témoignait l'augmentation de ce type d'investissement dans l'industrie automobile.

12. Le représentant de la Corée a rappelé qu'à la précédente réunion, quand certaines délégations ont indiqué qu'il fallait adopter une approche équilibrée pour prendre également en compte les effets négatifs de l'IED, la délégation coréenne avait dit qu'elle établirait, le cas échéant, un document sur les effets négatifs que l'IED aurait éventuellement produits en Corée. Mais les autorités coréennes ont conclu que l'IED n'a pas créé de problème particulier en Corée du point de vue de son développement. Au contraire, la politique de libéralisation active adoptée depuis le début des années 80 avait contribué à corriger les problèmes structurels dont l'économie coréenne souffrait depuis plusieurs décennies. Une politique de libéralisation de l'IED encore plus active et plus agressive aurait favorisé davantage encore les progrès de cette restructuration. Aux premiers stades de son développement économique, la Corée a fait largement appel à l'emprunt étranger, sous ses deux formes, publique et commerciale, plutôt qu'à l'IED pour se doter de ressources à investir et stabiliser sa balance des paiements. Pendant toutes les années 60 et jusqu'à la fin des années 70, ces emprunts publics et commerciaux représentaient près de 90 pour cent des apports de capitaux étrangers. Toutefois, depuis la fin des années 60, la Corée était en proie à beaucoup de problèmes liés précisément à ces emprunts étrangers, et le poids du service de la dette, en particulier, ne cessait de s'alourdir. Depuis le début des années 70, la politique coréenne avait donc pour principe, dans le domaine des capitaux étrangers, d'être plus sélective en ce qui concernait les emprunts étrangers et de faire davantage appel à l'IED parce qu'il s'agissait de moyens de financement qui ne créaient pas de problèmes de remboursement. Au cours des années 80, la Loi d'incitation à l'investissement de capital étranger avait été révisée et avait mis en place un régime d'autorisation "négative" de l'IED, suivant lequel toute branche ou activité ne figurant pas sur une liste officielle était accessible à l'investisseur étranger. Au début des années 90, la loi a de nouveau été modifiée pour laisser entrer l'IED sans obligation d'autorisation préalable, sur simple déclaration adressée au ministère compétent. Dans le contexte actuel qui était celui d'une crise financière, la Corée accordait un haut rang de priorité à l'adoption de moyens propres à attirer l'IED et, à cette fin, était en train de modifier la législation pertinente pour faciliter ce type d'investissement ainsi que les apports de capitaux. Dans le cadre de cette nouvelle législation, les fusions et acquisitions inamicales seraient également autorisées. De l'expérience que la Corée avait ainsi acquise en matière d'IED, il était possible de tirer deux conclusions principales: la première était qu'une politique de libéralisation active de l'IED favorisait le développement économique, mais, pour que cette libéralisation de l'investissement produise l'effet escompté, il fallait être doté de bases économiques solides et savoir gérer efficacement les politiques macro-économiques. La seconde conclusion était que, pour porter au maximum les effets positifs de l'IED, il fallait adapter étroitement la politique de libéralisation aux besoins et aux priorités inscrits dans la politique de développement économique de chaque pays.

13. Le représentant de Hong Kong, Chine a souscrit aux conclusions formulées par le représentant de la Corée. Le représentant de l'Inde, faisant également écho à une observation du représentant de la Corée, a insisté sur la nécessité d'adapter étroitement la politique adoptée en matière d'IED aux besoins de chaque pays. Le représentant de la Communauté européenne a estimé qu'il était important et rassurant d'entendre la Corée dire qu'elle n'avait constaté aucun effet négatif de l'IED sur son développement économique et s'est félicité de l'entendre annoncer que la législation coréenne en matière d'IED serait bientôt modifiée en ce qui concernait les fusions et les acquisitions.

14. Le représentant du Canada a déclaré que l'IED réalisé au Canada au cours de la dernière décennie avait sensiblement progressé, tant en valeur réelle que par rapport au PIB, que les entreprises étrangères apportaient une forte contribution économique au Canada, notamment dans les branches à forte intensité technologique, et que l'IED réalisé dans le pays créait en outre beaucoup d'emplois. De surcroît, le Canada retirait un important profit économique de l'investissement canadien réalisé à l'étranger, qui avait récemment atteint des niveaux sans précédent. En 1997, pour la première fois, le

volume total de l'investissement canadien à l'étranger a été supérieur au volume total de l'IED réalisé au Canada, et celui-ci faisait désormais partie des exportateurs nets de capitaux. L'IED canadien à l'étranger se diversifiait de plus en plus et les pays en développement attiraient de plus en plus largement les investisseurs canadiens. Souvent, l'investissement réalisé à l'étranger par des entreprises canadiennes, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, prenait la forme de la coentreprise ou de l'alliance stratégique. L'investissement réalisé à l'étranger était extrêmement utile du point de vue de la création d'emplois puisque l'IED et le commerce allaient étroitement de pair et que le commerce, au Canada, créait beaucoup d'emplois. Les entreprises canadiennes axées sur l'extérieur enregistraient de meilleurs résultats que les entreprises axées exclusivement sur le marché intérieur dans les secteurs de la croissance des ventes, de la croissance des actifs, de la productivité du capital, de l'intensité de la R-D, et du rendement moyen des actifs. Pour résumer, au Canada, l'IED, considéré sous ses deux aspects, qu'il soit réalisé au Canada ou à l'étranger, stimulait la croissance économique et la création d'emplois par le biais de plusieurs mécanismes: l'augmentation de la formation de capital, l'intensification des courants commerciaux et des courants technologiques, l'amélioration de la compétitivité des entreprises canadiennes sur les marchés internationaux, l'augmentation du revenu grâce à l'investissement direct réalisé à l'étranger, et l'intensification de la concurrence sur les marchés.

15. Le représentant de la Norvège a déclaré que cela faisait plus de 100 ans que l'IED jouait un rôle crucial dans le développement économique de la Norvège, en particulier dans la mise en valeur des ressources locales, notamment l'énergie hydroélectrique, le pétrole et le gaz. L'expérience ainsi acquise par la Norvège lui permettait de dire qu'il y avait une corrélation positive entre l'ouverture d'un pays aux relations économiques internationales et l'investissement réalisé dans ce pays, et que, par ailleurs, les investissements totalement nouveaux se dirigeaient volontiers vers des activités consommant beaucoup de ressources de préférence à l'industrie manufacturière où l'on enregistrait généralement un plus grand nombre de fusions et d'acquisitions. Depuis toujours, la question du contrôle national exercé sur ces investissements avait suscité et suscitait encore des débats passionnés, mais il était clair désormais qu'en règle générale l'établissement d'une discrimination entre les agents économiques nationaux et les agents étrangers ne renforçait guère ce contrôle national. Dernier point signalé, la Norvège était devenue en 1994 un exportateur net de capitaux mais avait créé la même année un organisme de promotion de l'investissement étranger.

16. Faisant le tour des communications présentées jusqu'alors au Groupe de travail, le représentant de la Communauté européenne a constaté qu'il s'en dégageait principalement trois grands thèmes. Premièrement, il devenait de plus en plus clair que, concrètement, la situation avait évolué et qu'il fallait donc désormais aborder différemment le débat sur le régime à appliquer à l'IED et sur les effets de ce type d'investissement. La dernière communication en date de l'OCDE et de précédentes communications de la Corée et du Japon étaient tout particulièrement utiles parce qu'elles apportaient des éléments de preuve empiriques montrant que les politiques précédemment adoptées au nom de la protection des industries naissantes ne se justifiaient plus guère dans le contexte actuel. Deuxièmement, les preuves empiriques étaient également de plus en plus nombreuses à indiquer qu'il y avait un rapport globalement positif entre le commerce et l'investissement. Troisièmement, il existait dans plusieurs pays une interaction étroite entre la réforme du régime de l'IED et la réforme économique d'ensemble conçues comme se renforçant l'une l'autre. S'arrêtant sur une communication présentée par la Bolivie (WT/WGTI/W/20), le représentant de la Communauté européenne a dit que l'on trouvait dans cet exposé la preuve concrète que les avantages apportés par la libéralisation de l'IED étaient empiriquement mesurables.

17. Le représentant du Canada a fait observer que, sur la question des liens entre l'IED et le développement économique, le Canada avait un point de vue proche de celui que présentaient, dans leur communication, la Corée et le Japon (WT/WGTI/W/16 et W/18). La Corée disait que l'investissement réalisé dans le pays avait un effet positif sur le développement économique coréen, son incidence étant positive dans l'emploi, la productivité, le transfert des technologies "pointues" et la compétitivité du marché intérieur. La Corée a constaté en outre, pour ce qui concerne l'incidence

de l'IED sur le commerce, que "l'effet de stimulation des exportations a été plus important que l'effet de stimulation des importations". De son côté, le Japon disait qu'à l'ère de la mondialisation et de l'accélération du progrès technique qui caractérisait désormais la situation actuelle, adopter une politique restrictive en matière d'investissement reviendrait à "rédui[re] la compétitivité des branches de production nationales". Évoquant la communication des États-Unis (WT/WGTI/W/14), le représentant du Canada a fait en outre observer que, pour évaluer les effets des flux d'investissement entrants et sortants sur son économie, le Canada ne s'en remettait généralement pas aux résultats de sa balance des paiements, mais c'était là l'approche retenue par les États-Unis qui avaient pu en déduire qu'en 1994, c'était aux entreprises américaines à capitaux étrangers qu'il fallait attribuer 70 pour cent du déficit commercial total des États-Unis, ce qu'expliquait pour une bonne part la propension de ces entreprises à importer. Les États-Unis expliquaient que le déséquilibre commercial semblait être une conséquence des liens entre sociétés mères et filiales, car les sociétés mères avaient tendance à exporter à destination de leurs filiales à l'étranger. Par ailleurs, les États-Unis confirmaient que l'accès à des marchés représentait une forte motivation pour l'investisseur étranger. Les échanges intragroupes représentaient désormais une part importante du commerce international et cette part ne cessait de s'étendre, ce qui donnait à penser que l'IED et le commerce allaient de pair.

18. Le représentant des Philippines, parlant au nom des Membres de l'OMC qui sont membres de l'ANASE, a déclaré que, dans l'ensemble, l'IED jouait un rôle positif important consistant à apporter aux pays bénéficiaires, en particulier les pays en développement, des actifs incorporels, mais les pays en développement avaient dû aussi subir des effets négatifs liés à l'IED. Par exemple, les sociétés étrangères affiliées étaient parfois empêchées d'entreprendre certaines activités en raison de restrictions imposées par la société mère dans le cadre d'accords de transfert de technologie et ces restrictions risquaient d'être préjudiciables à la concurrence et au développement des entreprises. En outre, certains pays en développement risquaient d'avoir pour seule vocation d'être le site de chaînes de montage. Évoquant l'analyse présentée dans une communication par le Japon (WT/WGTI/W/11) sur les effets négatifs éventuels de l'IED, le représentant des Philippines a confirmé que l'on risquait de voir effectivement les fluctuations de l'IED provoquer une instabilité de la balance commerciale et de la balance des paiements, comme en témoignait du reste l'expérience vécue récemment par certains pays membres de l'ANASE, et l'on courait également le risque de voir les entreprises étrangères exercer dans le pays d'accueil une influence politique excessive. Les sociétés étrangères affiliées pouvaient aussi avoir une incidence négative sur le volume des capitaux disponibles à l'intérieur du pays d'accueil et sur la concurrence exercée sur ce marché intérieur, notamment pour les petites et moyennes entreprises, comme le montrait, dans sa communication (WT/WGTI/W/8/Add.1), la CNUCED qui a constaté qu'il serait parfois utile de donner à l'IED un rythme de progression plus lent que celui que lui conférait le simple jeu du marché. Face à ces risques liés à l'IED, il fallait absolument, dans le cadre du régime de l'investissement établi dans chaque pays, adopter une politique industrielle assortie d'un ciblage sectoriel de façon à amplifier au maximum les avantages qu'il était possible de tirer de l'IED et en même temps réduire au minimum, sinon éliminer, ses effets pernicioeux, ce qui permettrait en outre à chaque pays d'exercer le droit souverain qui lui revenait d'appliquer une politique de développement conforme à ses besoins et à ses priorités. L'adoption de priorités sectorielles a prouvé son efficacité en permettant de réaliser non seulement des objectifs nationaux mais aussi des objectifs fixés à l'échelle régionale ou locale, ainsi que des objectifs de caractère sectoriel. Pour les pays membres de l'ANASE, une politique d'ouverture de principe à l'IED devait nécessairement s'accompagner d'une politique de ciblage sectoriel. En ce qui concerne les liens entre le commerce et l'investissement, maints éléments tendraient à prouver que l'ouverture créait le climat propice à l'investissement et que l'intensification des investissements incitait à pratiquer une ouverture plus grande encore. Mais il n'en fallait pas moins tenir compte aussi des limitations imputables à certaines pratiques et à certaines stratégies des entreprises elles-mêmes. Quand l'IED visait le marché intérieur du pays d'accueil, il arrivait que les sociétés étrangères s'emparent de ce marché, notamment lors des premières phases de la mise au point d'un produit et de la constitution du marché. D'autres fois, les entreprises étrangères recherchaient une protection officielle, tarifaire notamment, ou bien étaient assujetties à des restrictions à l'exportation imposées par la société mère. Les stratégies et les pratiques des entreprises avaient donc en soi une incidence tout aussi importante,

sinon déterminante, sur le volume de l'investissement. Il y avait donc lieu de nuancer l'idée que commerce et investissement allaient de pair en se renforçant l'un l'autre et étaient essentiellement déterminés par le degré d'ouverture du pays d'accueil.

19. Les représentants de l'Égypte et de l'Inde ont dit être du même avis que le représentant des Philippines. Pour le représentant de l'Inde, il y avait lieu d'analyser de façon plus poussée les restrictions imposées en matière de transfert de technologie aux transactions entre société mère et filiales ainsi que l'incidence desdites transactions sur le commerce et la concurrence. Le représentant des Philippines ayant fait allusion à l'observation formulée par le Japon dans sa communication (WT/WGTI/W/11) au sujet de l'incidence négative que l'IED risquait éventuellement d'avoir sur la balance des paiements, le représentant du Japon a expliqué que cette observation faisait écho à une thèse présentée parfois dans la littérature économique, mais la délégation japonaise n'était pas du tout certaine que la thèse puisse être confirmée par les faits. Au sujet de la notion de ciblage sectoriel, le représentant du Japon a tenu à rappeler que, pour la délégation japonaise (WT/WGTI/W/18), toute politique de restriction appliquée à l'IED au nom de la protection à assurer à une industrie naissante aboutirait dans le contexte actuel, caractérisé par la rapidité du progrès technologique, à faire gravement obstacle à l'innovation technologique.

20. Le représentant de l'Égypte s'est arrêté sur l'une des observations du représentant de la Communauté européenne, pour qui, en ce qui concerne l'IED, une politique inspirée du souci de protéger une industrie naissante ne serait sans doute pas efficace dans le contexte actuel. Cette conclusion demandait à être nuancée et appelait une analyse plus poussée pour que l'on puisse savoir de façon précise quelles politiques avaient été efficaces dans le passé et ne le seraient plus dans le monde actuel. Au sujet des effets positifs et négatifs de l'IED, la question de savoir si l'IED avait globalement des effets positifs ne se posait pas au Groupe de travail puisque les Membres étaient unanimes à vouloir attirer l'investissement vers leur pays; la question centrale à examiner était de savoir quelle politique le pays d'accueil devait adopter pour réduire au minimum les effets négatifs éventuels et porter au maximum les effets positifs de l'IED. Au nombre des effets négatifs déjà identifiés il fallait citer le risque d'intervention politique de la part des entreprises étrangères et les effets pernicioeux de l'IED sur la balance commerciale et la balance des paiements. Il fallait aussi prendre en considération les éléments susceptibles de limiter les avantages potentiels de l'IED, par exemple les restrictions relatives au transfert de technologie entre la société mère et ses filiales.

21. Le représentant des Philippines, parlant au nom des Membres de l'OMC qui sont membres de l'ANASE, a précisé qu'il fallait faire une distinction entre la notion de ciblage sectoriel et celle de la protection d'une industrie naissante; le représentant des Philippines s'était délibérément abstenu d'évoquer la seconde notion dans sa déclaration parce que la délégation philippine n'estimait pas possible de fonder une politique valable sur la protection d'une industrie naissante.

22. Le représentant de la Communauté européenne, répondant aux observations du représentant de l'Égypte, a rappelé que l'OCDE signalait dans sa communication (WT/WGTI/W/26) qu'il était prouvé qu'un bon nombre des politiques examinées n'avaient nullement réussi à attirer l'investissement étranger ni à le canaliser au profit de secteurs particuliers et que, même là où ces politiques avaient donné des résultats dans le passé, cette efficacité ne s'était pas manifestée pendant très longtemps. Et l'expérience que la Communauté européenne elle-même avait pu faire du ciblage sectoriel ou des régimes de protection confirmait également leur inefficacité. Pour certaines délégations, les effets négatifs éventuels de l'IED tenaient aux pratiques anticoncurrentielles des filiales étrangères ou aux arrangements passés entre la société mère et ses filiales étrangères, comme dans le cas des restrictions au transfert de technologie, mais le représentant de la Communauté européenne n'était pas du tout sûr qu'il existât des faits précis et concrets qui confortent ces craintes. D'après l'expérience acquise par la Communauté européenne, les entreprises étrangères n'adoptaient pas systématiquement de pratiques restrictives, et il suffisait, le cas échéant, pour mettre un terme à ces pratiques, d'appliquer sans discrimination la législation sur la concurrence. En même temps, la présence d'entreprises étrangères renforçait la concurrence sur les marchés nationaux et était donc un

important facteur à prendre en considération quand on voulait assurer l'application de cette législation sur la concurrence.

23. Le représentant de la CNUCED a fait état d'une étude récente sur la crise financière en Asie, qui confirmait que l'IED était une source de moyens de financement plus stable que l'investissement de portefeuille et que les prêts commerciaux. Des observations formulées à la réunion en cours, il se dégageait une constatation importante: le poids relatif de certains éléments déterminants de l'IED était, dans le cadre de la libéralisation et de la mondialisation de l'économie, en train d'évoluer. En particulier, la taille du marché qui avait été absolument déterminante dans le passé était aujourd'hui moins importante dans le cadre d'une régionalisation du commerce réalisée à l'échelle régionale ou mondiale. Au sujet de la question des effets positifs et négatifs de l'IED, le représentant de la CNUCED était, lui aussi, d'avis que le point central consistait non pas à établir si l'IED était ou non globalement positif mais à déterminer comment il était possible de porter ses avantages au maximum et de réduire ses inconvénients au minimum. Comme tous les investissements, l'IED avait à la fois des effets positifs et des effets négatifs et il fallait adopter la politique appropriée garantissant qu'en définitive, les effets positifs l'emporteraient sur les effets négatifs. À cet égard, la politique de la concurrence jouait un rôle majeur destiné à assurer la fluidité des marchés. À mesure que les États renonçaient aux restrictions précédemment imposées à l'IED, il fallait s'intéresser aux pratiques anticoncurrentielles du secteur privé. Les rapports entre l'IED et la politique de la concurrence avaient fait l'objet d'une étude spéciale dans le cadre du *Rapport sur l'investissement dans le monde 1997*.

24. Le représentant de la Communauté européenne a fait valoir que, s'il était peut-être vrai que, tout comme l'investissement national, l'IED pouvait avoir à la fois des effets positifs et des effets négatifs, on ne savait pas bien s'il y avait des effets négatifs liés précisément à l'IED, y compris dans le secteur de la politique de la concurrence.

25. Pour le représentant du Brésil, le débat faisait apparaître quels étaient les liens entre l'IED et le développement économique sous beaucoup d'aspects importants: le rôle de l'IED dans la crise financière en Asie, les effets de l'IED sur la balance des paiements et le transfert de technologie, le bien-fondé d'une politique de ciblage sectoriel et de protection des industries naissantes, l'effet des régimes de filtrage. Il conviendrait de réviser la note du Président publiée sous le n° 6004/Rev.1 pour rendre compte de ces différents points. Le représentant du Mexique a fait observer que le document de synthèse que le Secrétariat était en train d'établir serait utile à cet égard et permettrait au Groupe de travail de progresser dans ses travaux concernant le point de l'ordre du jour à l'examen.

26. Le représentant des Philippines, parlant au nom des Membres de l'OMC qui sont membres de l'ANASE, a proposé que le Secrétariat établisse une analyse récapitulative des effets négatifs de l'IED, notamment en ce qui concerne le transfert de technologie. À la suite des observations suscitées par cette proposition, le représentant des Philippines a fait savoir qu'il attendrait la distribution du document de synthèse du Secrétariat avant d'aller plus avant sur la question.

27. Le Groupe de travail a pris note des déclarations et est convenu de revenir à sa prochaine réunion sur le point I de la Liste des questions à examiner. Le Groupe est convenu en outre que la note du Président portant le n° 6004/Rev.1 serait révisée pour tenir compte des éléments supplémentaires méritant d'être étudiés plus avant que la réunion a permis de dégager. À la réunion suivante, le Groupe serait également saisi du document de synthèse que le Secrétariat a été prié d'établir sur les liens entre l'IED et le développement économique.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> WT/WGTI/M/3, paragraphe 10.



B. LIENS ÉCONOMIQUES ENTRE COMMERCE ET INVESTISSEMENT (ÉLÉMENTS 1 À 7 DU POINT II DE LA LISTE RÉCAPITULATIVE DES QUESTIONS PROPOSÉES POUR EXAMEN)

28. Le représentant de la Turquie, présentant une communication ultérieurement distribuée sous la cote WT/WGTI/W/37, a déclaré que la libéralisation du régime appliqué par la Turquie à l'IED, qui est intervenue au début des années 80, procédait du changement de politique économique qui a fait passer la Turquie d'une approche axée sur le remplacement des importations à une stratégie de développement tournée vers l'extérieur. En Turquie, la législation actuelle en matière d'IED n'enonçait aucune restriction de caractère sectoriel, aucune restriction relative à la participation au capital de l'entreprise et écartait toute discrimination entre investisseurs étrangers et investisseurs nationaux, y compris en ce qui concernait l'adoption d'incitations à l'investissement. Au nombre des arrangements internationaux auxquels la Turquie était partie, il fallait citer un certain nombre d'accords d'investissement bilatéraux, les instruments de l'OCDE relatifs à l'investissement, la Convention portant création du CIRDI et la Convention des Nations Unies pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères. Cette libéralisation de la politique de l'IED s'était traduite par une augmentation sensible des flux entrants d'IED, mais actuellement, ces flux n'étaient pas à la hauteur du potentiel de l'économie turque, caractérisée par l'abondance d'une main-d'œuvre qualifiée relativement peu rémunérée, située à proximité à la fois des marchés occidentaux et des marchés d'Asie centrale et du Proche-Orient, et faisant en outre preuve d'une progression rapide de la demande intérieure et d'une politique commerciale libérale. Il était d'autant plus difficile d'apprécier le rôle joué par l'IED dans l'économie turque qu'une bonne information statistique sur les échanges des sociétés étrangères affiliées faisait défaut. Toutefois, d'après les quelques données disponibles, les entreprises étrangères représentaient une part importante des ventes et des exportations des 500 entreprises du haut de l'échelle, mais leur contribution à la création d'emplois était plus limitée. Il y aurait lieu d'approfondir encore les liens entre commerce et investissement pour mieux comprendre comment les pays pouvaient associer leur politique du commerce et leur politique de l'investissement afin qu'elles se renforcent l'une l'autre.

29. Le représentant de Cuba a présenté une communication distribuée ultérieurement sous la cote WT/WGTI/W/35 sur l'expérience acquise par Cuba concernant les flux sortants d'IED. Les entreprises cubaines réalisaient en effet des investissements à l'étranger dans toute une gamme de secteurs, produits de la mer, cigares, nickel et cobalt, biotechnologie et canne à sucre. Très souvent, ces investissements étaient motivés par le besoin de créer à l'étranger des circuits de distribution des exportations cubaines et, à cette occasion, le représentant de Cuba a fait état des effets de l'embargo décrété par les États-Unis sur le commerce avec Cuba. Les sorties d'IED étaient également axées parfois sur l'importation, par exemple dans le cas de certains produits alimentaires. Compte tenu de diverses mesures adoptées par les États-Unis en matière de commerce et d'investissement, le représentant de Cuba craignait que les États-Unis ne cherchent à sanctionner les activités d'entreprises cubaines dans les pays tiers.

30. Plusieurs observations ont été formulées et des questions posées au sujet de deux notes du Secrétariat concernant, la première, les statistiques disponibles sur l'investissement étranger direct et sur les activités des filiales de sociétés étrangères (WT/WGTI/W/24) et, la seconde, les liens entre le commerce et l'investissement étranger direct, plus précisément l'investissement étranger direct en provenance de pays en développement (WT/WGTI/W/25); le Secrétariat a établi ces deux notes pour répondre à une demande formulée par le Groupe de travail lors de sa réunion de décembre 1997.

31. Pour la représentante de l'Australie, compte tenu des progrès réalisés en ce qui concerne les statistiques relatives à l'IED et au commerce des filiales étrangères, dont il était donné un aperçu récapitulatif aux paragraphes 39 et 40 du document WT/WGTI/W/24, les dernières limitations subsistant dans ce domaine ne devraient pas faire gravement obstacle aux travaux du Groupe de travail. Le représentant de l'Égypte a demandé à être renseigné sur l'état des travaux de l'Équipe spéciale interorganisations sur les statistiques concernant les services visées au paragraphe 31 de la même note, de même que sur l'état des travaux de l'OCDE, qui s'est attelée à l'élaboration d'un manuel

d'indicateurs de la mondialisation. Le représentant de l'Égypte constatait que, d'après la note du Secrétariat, il n'existait pas beaucoup de statistiques autorisant des comparaisons d'un pays à l'autre. Au sujet de l'annexe à la note, le représentant de l'Égypte a déclaré que le Secrétariat n'aurait pas dû formuler de recommandations. Les représentants de l'Inde, du Mexique et de Hong Kong, Chine ont souligné qu'il importait que le manuel concernant le commerce des services actuellement élaboré par l'Équipe spéciale interorganisations sur les statistiques concernant les services recense bien tous les modes de fourniture de services visés dans l'AGCS.

32. Le représentant du Secrétariat a précisé que l'annexe au document WT/WGTI/W/24 était simplement censée fournir un complément d'informations concrètes sur les travaux relatifs à l'élaboration d'un manuel sur le commerce des services, en énumérant des questions et des recommandations actuellement à l'étude aux fins de ce manuel. Les recommandations figurant dans l'annexe n'avaient donc pas été établies par le Secrétariat de l'OMC. Un avant-projet complet du manuel serait présenté pour examen par l'Équipe spéciale interorganisations lors d'une réunion que l'OMC tiendrait au mois de juin 1998. Ce manuel, que l'Équipe mettait actuellement au point, devait bien faire le tour de tous les modes de fourniture de services visés dans l'AGCS mais il restait encore à résoudre certaines difficultés d'ordre méthodologique liées aux statistiques relatives au mouvement des personnes physiques au sens du quatrième mode de fourniture défini par l'AGCS. Par ailleurs, le Secrétariat contacterait l'OCDE pour avoir les derniers renseignements en date sur l'état des travaux relatifs aux indicateurs de la mondialisation.

33. Les représentants de la Corée, des Philippines, parlant au nom des Membres de l'OMC qui sont membres de l'ANASE, et de Hong Kong, Chine ont souscrit à la conclusion énoncée dans la note du Secrétariat WT/WGTI/W/25 suivant laquelle l'investissement réalisé à l'étranger par les pays en développement obéissait aux mêmes motivations que l'investissement réalisé à l'étranger par les pays développés. À cet égard, les considérations de coût et d'efficacité motivaient à leur avis l'IED "vertical" tandis que les obstacles au commerce comme les mesures antidumping et l'autolimitation des exportations motivaient l'IED "horizontal". Les représentants de la Communauté européenne, de la Corée et de Hong Kong, Chine se sont également arrêtés sur les constatations énoncées dans la note au sujet des liens positifs qui existeraient entre le commerce et les investissements réalisés à l'étranger par les pays en développement. Pour le représentant de Hong Kong, Chine, il y aurait lieu d'approfondir la question pour ce qui concernait l'IED "horizontal" visant à éviter les droits de douane, tandis que le représentant de la Corée a rappelé que, d'après les indications empiriques évoquées dans la communication coréenne (WT/WGTI/W/16, paragraphes 18-19), les flux sortants d'IED "horizontal" en provenance de Corée produisaient un effet de stimulation des exportations supérieur au volume des importations induites par l'IED.

34. Pour le représentant de l'Égypte, il y aurait lieu d'examiner plus avant la physionomie des flux sortants d'IED chez les pays étudiés dans la note en question pour voir comment les flux se différencient du point de vue de leur orientation géographique, de leur répartition sectorielle et du rôle des petites et moyennes entreprises; pour voir en outre quelle est l'incidence de l'appréciation de la monnaie sur l'investissement réalisé à l'étranger; et pour voir enfin quel effet de distorsion produisent les obstacles non tarifaires érigés dans les pays développés sur les investissements en provenance des pays en développement. Comme c'était déjà le cas avec la note du Secrétariat intitulée "Les liens entre le commerce et l'investissement étranger direct" (WT/WGTI/W/7 et Corr.1), la délégation égyptienne n'adhérait pas à l'hypothèse de base dont le Secrétariat s'inspirait dans sa nouvelle note et suivant laquelle l'intensification des échanges imputable à l'IED était positive en soi.

35. Répondant à cette dernière observation, le représentant du Secrétariat a rappelé que le Groupe de travail, en demandant au Secrétariat d'établir sa nouvelle note, voulait approfondir les liens entre commerce et investissement. Le Secrétariat ne tenait pas nécessairement pour acquis qu'il était positif en soi d'enregistrer une intensification des échanges au sens où cela apporterait un surcroît de bien-être, encore que, dans la mesure où cette expansion était imputable à une réduction des obstacles des pouvoirs publics, il y aurait généralement progression du bien-être.

36. Abordant l'élément du point II intitulé "Liens entre la mobilité des capitaux et celle de la main-d'oeuvre", le représentant de l'Inde a fait observer qu'il y avait fondamentalement complémentarité entre les capitaux et la main-d'oeuvre en tant que facteurs de production et aussi entre la mobilité des capitaux et celle de la main-d'oeuvre en tant que mécanisme d'échanges et d'investissements relatifs à des biens et des services. Cette complémentarité entre capitaux et main-d'oeuvre imposait d'appliquer à la mobilité de la main-d'oeuvre une approche libérale et intégrée au nom de la libre circulation à l'échelle mondiale des capitaux, des marchandises et des services, mais en réalité, la mobilité des capitaux et la mobilité de la main-d'oeuvre avaient fait l'objet de traitements très différents. L'AGCS était même un exemple de cette inégalité de traitement puisque la fourniture de services au moyen du mouvement des personnes physiques visée au quatrième des modes définis dans l'accord n'était valable que pour des catégories de personnes étroitement circonscrites. En étudiant les limitations mises à l'accès aux marchés et aux engagements pris au titre de l'AGCS d'appliquer le traitement national, le Groupe de travail pouvait aider à éclairer les différents obstacles s'opposant à la mobilité des capitaux et à celle de la main-d'oeuvre. S'abstenir d'assurer plus largement la mobilité de la main-d'oeuvre à titre d'élément complémentaire et crucial à la fois de la mobilité des capitaux était très lourd de conséquences néfastes pour l'économie, notamment parce que cela créait des pénuries de main-d'oeuvre empêchant d'exploiter efficacement les capitaux. Il fallait que le Groupe de travail consacre un débat à la nature et à l'étendue des problèmes de ressources de main-d'oeuvre qui se posaient dans différents secteurs. En recherchant des moyens de faire face aux manques de main-d'oeuvre et d'améliorer la productivité des capitaux par une mobilité accrue de la main-d'oeuvre, le Groupe de travail aurait intérêt à s'intéresser à certaines catégories de main-d'oeuvre non comprises dans les catégories supérieures pour lesquelles la plupart des Membres avaient d'ores et déjà pris des engagements au titre de l'AGCS. Le Groupe de travail pourrait alors donner des indications facilitant le déplacement de ces catégories de main-d'oeuvre depuis les régions où elles étaient excédentaires jusqu'aux régions où elles étaient déficitaires. La délégation indienne présenterait à bref délai une communication sur cette question.<sup>2</sup>

37. Le représentant de la Communauté européenne a rappelé que la délégation de la Communauté avait présenté une communication sur l'élément du point II intitulé "Incidence des stratégies, pratiques et décisions commerciales sur le commerce et l'investissement", qui se fondait sur une étude de l'investissement réalisé par le Royaume-Uni à l'étranger (WT/WGTI/W/12). Il y avait lieu, à son avis, d'examiner plus avant cet exposé ainsi que les communications du même ordre émanant d'autres Membres.

38. La représentante de l'Australie a proposé que le Groupe de travail analyse de façon plus approfondie l'effet produit par les obligations de résultats et les incitations à l'investissement sur le commerce. La délégation australienne avait d'ailleurs déjà soulevé cette question (WT/WGTI/W/23). Les représentants de la Suisse, de la Communauté européenne et de la Nouvelle-Zélande ont appuyé cette proposition.

39. Le représentant des Philippines, parlant au nom des Membres de l'OMC également membres de l'ANASE, a fait observer que, pour les membres de l'ANASE, les incitations à l'investissement étaient un élément indispensable de l'action à mener pour attirer l'IED. Les incitations en question servaient notamment à compenser certaines distorsions, lesquelles étaient dues par exemple à la réglementation nationale en matière fiscale et à la législation du travail, et elles étaient tout particulièrement utiles à la réalisation des objectifs sectoriels du pays d'accueil. Les pays membres de l'ANASE savaient toutefois que, dans bien des cas, le rôle des incitations à l'investissement était limité par rapport à celui d'autres facteurs économiques plus nettement fondamentaux et savaient aussi que les incitations pouvaient être source d'inefficacités. Il fallait donc en user avec modération. Pour ce qui était des obligations de résultats qu'il était également proposé d'étudier plus avant, il faudrait aller jusqu'à établir comment ces obligations avaient favorisé, si tel était bien d'ailleurs le cas, le

---

<sup>2</sup> Voir WT/WGTI/W/39.

développement des pays en développement; si l'existence de ces obligations avait une incidence négative sur les pays d'où l'IED était originaire et s'il y avait compatibilité entre les prescriptions de résultats énoncées dans l'Accord sur l'OMC et celles qui étaient prévues dans d'autres instruments. Sur ce dernier point, il se posait une question primordiale: comment se justifiait, du point de vue économique, l'indulgence manifestée à l'égard de ces prescriptions dans d'autres instruments alors que l'Accord sur les MIC les interdisait rigoureusement?

40. Le représentant de la République dominicaine a appuyé l'idée que, dans l'étude à entreprendre, le Secrétariat examine tout particulièrement la dimension développement. Le représentant de la Suisse a dit qu'à un moment donné, le Groupe de travail devrait également s'intéresser aux aspects politiques des incitations à l'investissement.

41. Répondant à une question posée par le Président, le représentant de la CNUCED a signalé que celle-ci avait donné dans le *Rapport sur l'investissement dans le monde 1996* l'abrégé d'une étude qu'elle avait réalisée sur une centaine de pays et d'après laquelle le recours aux incitations à l'investissement s'était considérablement intensifié tant dans les pays développés que dans les pays en développement. Si l'adoption de ces mesures se justifiait parfois parce qu'elles aidaient à compenser certaines distorsions, il était difficile néanmoins d'établir si elles favorisaient vraiment le développement et si elles étaient appliquées de façon rentable. Les indications disponibles donnaient à penser que, dans bien des cas, ces mesures jouaient le rôle de la "cerise sur le gâteau" et que l'on s'en remettait davantage aux éléments fondamentaux de l'économie pour décider d'investir. Il y avait un moyen de rationaliser les mesures d'incitation, qui consistait à les adopter non pas au préalable mais *a posteriori*, une fois que les projets d'investissement avaient donné des résultats positifs. Mais les auteurs de l'étude ne s'étaient pas penchés sur l'incidence de ces mesures d'incitation sur le commerce. Au sujet des prescriptions de résultats, le *Rapport sur l'investissement dans le monde 1996* donnait la liste des principaux types de mesures en examinant les questions relatives aux arrangements internationaux en matière d'investissement mais n'avait pas analysé leur incidence économique.

42. Évoquant les constatations formulées par le Secrétariat dans sa note WT/WGTI/W/25 et par l'Australie dans sa communication (WT/WGTI/W/23) au sujet de l'incidence des obstacles au commerce sur l'IED, le représentant de l'Égypte a proposé que le Secrétariat analyse plus en détail les effets des mesures commerciales sur les flux d'investissement. De l'avis des représentants de la Communauté européenne et des États-Unis, une telle analyse devrait recenser de façon exhaustive les effets de la protection du commerce sur l'investissement, sans se contenter d'examiner exclusivement certains types de mesures commerciales.

43. Le Groupe de travail a pris note des déclarations et est convenu de revenir à la réunion suivante sur les sept premiers éléments du point II de la Liste des questions à étudier. Comme convenu précédemment, le huitième élément, portant sur les liens entre l'investissement étranger et la politique de la concurrence, serait examiné ultérieurement, une fois que le Groupe de travail de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence aurait étudié la question. Le Groupe de travail est convenu que la note informelle du Président portant le n° 6004/Rev.1 serait révisée pour rendre compte des questions soulevées au cours du débat sur le point II. Le Groupe est convenu également que le Secrétariat examinerait s'il pouvait compléter, dans l'analyse qu'il avait présentée sous la cote WT/WGTI/W/7, la partie consacrée aux effets sur le commerce des incitations à l'investissement et des prescriptions de résultats et aux effets sur l'investissement des mesures d'ordre commercial, en procédant peut-être à cet égard à une analyse théorique ou à un examen approfondi des informations à la disposition du Groupe de travail.

C. BILAN ET ANALYSE DES INSTRUMENTS ET ACTIVITÉS INTERNATIONAUX EXISTANTS CONCERNANT LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT (POINT III DE LA LISTE DES QUESTIONS PROPOSÉES POUR EXAMEN)

i) *Les dispositions de l'OMC sur les questions liées à l'investissement*

44. Le Groupe n'a pas entendu de déclaration à ce sujet. Il est convenu de garder cet élément à l'ordre du jour de la réunion suivante.

ii) *Accords et initiatives bilatéraux, régionaux, plurilatéraux et multilatéraux; incidence des instruments internationaux existants sur les courants d'échanges et d'investissement*

45. Le Groupe de travail était saisi d'une note portant la cote WT/WGTI/W/22 que le Secrétariat a établie sur les "accords bilatéraux, régionaux, plurilatéraux et multilatéraux" pour donner suite à une demande du Groupe de travail qui souhaitait disposer d'une récapitulation factuelle des accords existants relatifs à l'investissement.<sup>3</sup>

46. Les représentants du Costa Rica et du Mexique ont mis en évidence plusieurs conclusions d'ordre général qu'il était possible de dégager de la récapitulation des accords internationaux existants sur l'investissement publiée sous la cote WT/WGTI/W/22. Le représentant du Costa Rica a fait observer qu'en matière d'investissement, les règles internationales existantes avaient pris forme de façon autonome, que ces règles n'étaient intégrées aux accords commerciaux que depuis quelques années et que, si ces règles se recoupaient largement d'un accord d'investissement à l'autre, en ce qui concernait, par exemple, l'expropriation et l'indemnisation, le traitement national, le régime de la nation la plus favorisée, le règlement des différends, il n'existait néanmoins aucune uniformité de traitement quant à ces différentes questions. Parmi les convergences entre les accords existants, le représentant du Mexique a isolé en particulier le principe selon lequel l'investisseur étranger doit se voir accorder le bénéfice du traitement national, sous réserve toutefois d'exceptions prévues par la législation nationale. Il y avait en revanche des divergences sur le règlement des différends, le traitement des questions relatives à la balance des paiements, les incitations, les obligations de résultats, les objectifs, la portée du régime adopté et le rôle de la promotion du développement. Il existait aussi un certain nombre de lacunes dans ces accords et arrangements, notamment quant à la portée de la définition de l'investissement; il n'y avait pas d'approche intégrale du développement et il n'y avait pas non plus de dispositions concernant la privatisation, les paradis fiscaux, la coopération technique, les monopoles, les entreprises et les concessions d'État, les pratiques des entreprises et le développement de la technologie.

47. Les représentants des États-Unis, de la Suisse et du Japon ont présenté des communications récentes (WT/WGTI/W/29, 28 et 34) sur les principales dispositions des accords d'investissement bilatéraux conclus par ces pays avec des pays tiers. Le représentant des États-Unis a mis en vedette certains éléments de ces accords et fait observer que ces derniers servaient notamment à protéger les droits de propriété intellectuelle. Le représentant du Canada, du Japon et du Mexique ont fait observer que si les accords d'investissement bilatéraux conclus par le Canada et les États-Unis prévoyaient en principe d'appliquer le traitement national et le régime de la nation la plus favorisée à la fois à l'admission des investissements et aussi ultérieurement, dans la plupart des autres accords bilatéraux, ces règles ne s'appliquaient que postérieurement à l'admission des investissements. Présentant succinctement les résultats des analyses réalisées par la CNUCED sur les accords d'investissement internationaux, le représentant de la CNUCED a défini plusieurs grands thèmes que ces travaux avaient permis de dégager en ce qui concernait les accords d'investissement bilatéraux: le nombre et la diversité des pays signataires d'accords de ce type ne cessaient d'augmenter rapidement; les grands principes de ces accords bilatéraux témoignaient d'une remarquable uniformité tandis que,

---

<sup>3</sup> WT/WGTI/M/2, paragraphe 49.

dans le détail, leur énoncé était marqué par des nuances multiples et importantes; on manquait de renseignements précis sur l'application concrète de ces accords bilatéraux et les travaux d'analyse à ce sujet faisaient défaut; on manquait aussi d'éléments tendant à prouver que ces accords exerçaient une influence réelle sur les flux d'investissement, comme le montrait une étude des flux d'investissement entre pays parties à des accords d'investissement bilatéraux; ces accords bilatéraux témoignaient d'une certaine convergence des approches adoptées quant au traitement et quant à la protection de l'investissement, même si ces accords n'avaient pas donné lieu à la constitution de nouvelles règles de droit international coutumier; enfin, il y avait interaction entre les accords d'investissement bilatéraux et les législations nationales.

48. Au sujet des accords d'investissement régionaux, le représentant de la CNUCED a déclaré qu'ils témoignaient d'une plus grande diversité de contenu et de finalités que les accords bilatéraux. Classiquement, le principal objectif de portée régionale consistait à libéraliser les restrictions à l'entrée et à l'admission de l'IED, et ensuite à réduire les restrictions discriminatoires à l'activité des entreprises. Les accords régionaux récents procédaient, semblait-il, du désir de regrouper en un seul instrument tout l'ensemble des questions relatives à la libéralisation et à la protection de l'investissement ainsi que les moyens de réduire progressivement les restrictions à l'investissement et les procédures de règlement des différends relatifs à l'investissement, y compris les différends entre les investisseurs et l'État du pays d'accueil. À côté de la définition de règles applicables au traitement et à la protection de l'investissement étranger, certains accords régionaux traitaient du transfert de technologie, de la concurrence, de la protection de l'environnement, des obligations contradictoires et des normes de conduite à respecter par les entreprises multinationales dans certains domaines, par exemple la divulgation de renseignements, l'emploi, les relations professionnelles. Au sujet des instruments multilatéraux relatifs à l'investissement, le représentant de la CNUCED a déclaré que la plupart d'entre eux intéressaient des secteurs particuliers ou certaines questions comme les services, les prescriptions de résultats, les droits de propriété intellectuelle, la garantie des investissements, le règlement des différends, l'emploi et les relations professionnelles, la protection du consommateur et de l'environnement, la concurrence.

49. Plusieurs délégations ont formulé des propositions concernant de nouvelles études à réaliser sur certains thèmes. Le représentant du Mexique estimait que, par rapport à la gamme étendue des questions abordées dans les accords d'investissement internationaux, l'OMC traitait ces questions d'investissement de façon limitée, déséquilibrée, et il a proposé que le Groupe de travail s'attelle à une étude systématique de ces accords internationaux afin de déterminer quel intérêt ils pouvaient présenter du point de vue des règles de l'OMC. Pour le représentant de la Suisse, il y aurait lieu d'étudier également les interactions entre les divers accords internationaux existants, notamment en ce qui concernait l'incidence de leurs dispositions relatives au régime de la nation la plus favorisée, dont l'article II de l'AGCS. Au sujet du Traité sur la Charte de l'énergie qui était étudié dans la note du Secrétariat portant la cote WT/WGTI/W/22, il pourrait être utile de disposer de renseignements plus détaillés sur le traité complémentaire actuellement en cours de négociation. Le représentant de la Communauté européenne a proposé de procéder à une analyse plus approfondie des accords d'investissement régionaux à partir de communications dans lesquelles les Membres exposeraient quelle incidence ces accords régionaux avaient eue sur leur régime d'investissement. La représentante de l'Australie a proposé que le Groupe de travail étudie les arrangements internationaux existants sous l'angle de l'ensemble des principes fondamentaux de l'OMC, la non-discrimination, le régime NPF et le traitement national, la loyauté dans les relations commerciales, la prévisibilité des politiques, l'incitation à pratiquer la concurrence, les dispositions spéciales en faveur des pays en développement, la transparence. La représentante de l'Australie a fait également observer qu'il n'était pas possible de tenir immédiatement pour acquis que le principe du traitement national, parfaitement connu dans le cadre de l'OMC, se transposait facilement au domaine de l'investissement; il se posait à ce sujet la question de savoir si le traitement national serait différent selon qu'il était appliqué lors de l'admission de l'investissement ou ultérieurement. Il y avait une autre considération pertinente, qui était qu'accorder le bénéfice du traitement national ne revenait pas dans tous les cas à adopter un régime libéral en matière d'investissement.

50. Plusieurs délégations ont apporté des précisions sur les éléments nouveaux enregistrés au sujet des accords régionaux. Le représentant de l'Argentine, parlant au nom des Membres de l'OMC parties au MERCOSUR, a présenté succinctement les principales dispositions des deux protocoles pour la promotion de la protection de l'investissement qui ont été conclus en 1994 par les pays parties au MERCOSUR. Le premier, le protocole dit "intrazone", concerne l'investissement originaire de pays parties au MERCOSUR, tandis que le second, le protocole dit "extrazone", porte sur l'IED originaire de pays non signataires du MERCOSUR. Les deux protocoles avaient principalement pour objet de créer des conditions favorables à l'investissement dans les pays membres du MERCOSUR. Le protocole relatif à l'IED originaire de pays extérieurs à la zone du MERCOSUR visait en outre à prévenir l'adoption, dans les pays membres du MERCOSUR, de réglementations contradictoires au sujet de l'IED émanant de pays tiers. Les deux protocoles avaient de nombreux éléments en commun, notamment leurs dispositions relatives au traitement juste et équitable de l'IED, au régime du traitement national à accorder à l'investissement, à la liberté des transferts de fonds se rapportant à des investissements, et au règlement des différends. Le représentant de l'Argentine a proposé de communiquer par écrit au Groupe de travail une description détaillée des dispositions des deux protocoles. La représentante de la Colombie a rappelé que la coopération en matière d'investissement instaurée dans le cadre du Pacte andin remontait aux années 70 avec l'adoption de la Décision n° 220 dont la révision la plus récente en date faisait l'objet de la Décision n° 291 adoptée en 1991. Cette dernière Décision, laquelle était juridiquement contraignante et applicable directement aux États membres du Pacte andin, concernait à la fois les investissements originaires des pays membres du Pacte et les investissements en provenance de pays tiers. Cet instrument représentait un cadre de règles générales que les décideurs avaient à reprendre dans chaque politique nationale de l'investissement et de principes à suivre pour le règlement des différends relatifs à l'investissement. Il était envisagé de négocier des règles plus détaillées destinées à compléter ce cadre général. Par rapport aux règles énoncées dans la Décision n° 291, les prescriptions relatives à l'investissement énoncées dans l'Accord de libre-échange conclu en 1994 entre le Venezuela, le Mexique et la Colombie, étaient beaucoup plus précises, car elles s'inspiraient pour l'essentiel des dispositions relatives à l'investissement de l'ALENA. La délégation colombienne communiquerait prochainement un exposé détaillé sur les dispositions relatives à l'investissement de ces deux accords. Le représentant du Venezuela a précisé que la Décision n° 291 avait été mise en application au Venezuela sous couvert du Décret présidentiel n° 2095 qui autorisait l'admission d'investissements étrangers, la liberté des transferts de fonds relatifs à des investissements et la conclusion d'accords de transfert de technologie en l'absence de toute autorisation préalable mais sous réserve toutefois d'une simple formalité de déclaration. Le représentant du Venezuela a également fait état de la Décision n° 292 adoptée dans le cadre du Pacte andin, laquelle prévoyait la constitution d'entreprises multinationales andines. La Décision visait à encourager la coopération entre investisseurs de la région andine, mais les investisseurs de pays tiers pouvaient, à l'intérieur de certaines limites, participer au capital des entreprises en question. Il avait été adopté diverses incitations à la création de ces entreprises, par exemple le droit d'investir dans n'importe quel secteur de l'économie des pays membres du Pacte, y compris les secteurs normalement réservés aux investisseurs nationaux, ainsi que le droit de transférer librement des fonds.

51. Le Président a indiqué qu'il serait utile de disposer par écrit de tous ces renseignements relatifs à la mise en oeuvre d'accords régionaux et indiqué en outre qu'en règle générale, il importait que le Groupe de travail puisse avoir un tableau aussi complet que possible de l'expérience que les Membres ont acquise de l'application des règles relatives à l'investissement énoncées par la voie d'accords bilatéraux ou régionaux. Le Président engageait par conséquent les Membres à présenter des communications sur la question.

52. Le représentant du Costa Rica a fait savoir que, dans le cadre des négociations qui s'ouvriraient vraisemblablement en avril 1998 lors d'une réunion au sommet sur un accord de libre-échange de l'hémisphère occidental, il était envisagé de créer un groupe de travail sur l'investissement. Ce groupe aurait pour mandat de mettre au point un cadre juridique équitable et transparent visant à promouvoir l'investissement par la création d'un environnement stable et

prévisible, propre à protéger l'investisseur, son investissement, ainsi que les flux connexes, sans créer d'obstacles à l'investissement originaire de sources extérieures à l'hémisphère.

53. Le représentant de la CNUCED a indiqué qu'en sus de l'analyse en cours des accords existants en matière d'investissement, la CNUCED élaborait une série de critères destinés à établir dans quelle mesure les accords internationaux sur l'investissement favorisaient le développement. Lors d'une réunion d'experts de la CNUCED qu'il était prévu de tenir du 1<sup>er</sup> au 3 avril, les accords régionaux et multilatéraux seraient étudiés sous l'angle du développement, notamment quant aux objectifs desdits accords et quant à leur définition de l'investissement.

54. Le représentant de l'OCDE a fait le point des négociations en cours concernant un accord multilatéral sur l'investissement. Lors d'une réunion de haut niveau tenue au mois de février, les participants ont confirmé leur attachement au principe de ces négociations et à la mise au point d'un accord répondant au mandat initial qui était de convenir de normes élevées en matière de libéralisation et de protection de l'investissement, de règlement des différends, et d'ouverture aux pays tiers. Le Président du Groupe de négociation a, dans sa déclaration de clôture, signalé que des progrès avaient été réalisés dans trois secteurs importants, sans toutefois donner lieu à des conclusions définitives. Le premier secteur était celui de la main-d'œuvre et de l'environnement, deux thèmes qui avaient revêtu une importance croissante au cours de l'année écoulée. Le Président du Groupe de négociation a fait savoir qu'il y avait de plus en plus largement convergence de vues sur la nécessité d'étendre le futur accord aux préoccupations sociales et en particulier aux questions de protection de l'environnement et de main-d'œuvre, et il a formulé quelques observations sur la nature des dispositions envisagées à cet égard. Le deuxième secteur qui restait à approfondir était celui de la libéralisation et des exceptions. Le Président du Groupe de négociation a précisé que les questions en suspens portaient notamment sur la sécurité nationale, l'ordre public, l'intégration économique régionale, la culture, les subventions et les marchés publics. Toutes les délégations avaient reconnu la nécessité d'adopter sur ces questions des solutions propres à préserver la qualité de l'accord ou à équilibrer les engagements de façon satisfaisante. En dernier lieu, il fallait encore, d'après le Président du Groupe de négociation, résoudre certains points concernant l'extraterritorialité pour pouvoir déboucher sur une issue positive. Le Président du Groupe de négociation a rappelé pour terminer que les participants s'étaient engagés à n'épargner aucun effort pour résoudre les questions en suspens et à chercher à dialoguer avec les pays non membres intéressés de façon à leur faciliter une adhésion rapide à l'accord. Les négociations ne seraient certainement pas conclues au moment où se tiendrait, les 27 et 28 avril, la Réunion ministérielle de l'OCDE, contrairement à ce qui avait été initialement prévu, mais les participants tenaient à continuer de négocier. L'établissement du programme et du calendrier de la suite des travaux était à l'ordre du jour d'une prochaine réunion du Groupe de négociation qui se tiendrait en avril.

55. Le Groupe de travail a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur ces deux éléments du point III à sa prochaine réunion. Il est convenu en outre que les questions appelant, de l'avis des intervenants, un examen plus approfondi figureraient dans une version révisée de la note informelle du Président portant le n° 6004/Rev.1.

#### D. POINT IV DE LA LISTE DES QUESTIONS PROPOSÉES POUR EXAMEN – PREMIER ÉLÉMENT

56. Le Président a rappelé qu'à sa réunion de décembre 1997, le Groupe de travail a décidé d'aborder, à sa prochaine réunion, l'examen du point IV de la Liste des questions proposées pour examen en se saisissant des aspects factuels du premier élément dudit point ("Identification des éléments communs et des différences, y compris les chevauchements et les conflits susceptibles d'exister, ainsi que les lacunes éventuelles des instruments internationaux existants").

57. Présentant une communication de la Communauté européenne et de ses États membres (WT/WGTI/W/30), le représentant de la Communauté européenne a rappelé qu'il existait trois grandes catégories d'instruments internationaux relatifs à l'investissement auxquels la Communauté et/ou ses



États membres étaient parties: les accords d'investissement bilatéraux conclus par les États membres avec des pays tiers; les règles relatives à l'investissement du Traité instituant la Communauté européenne; l'Accord sur l'Espace économique européen et les Accords européens; il y avait enfin les autres instruments régionaux et multilatéraux. Tous ces instruments, dans les trois catégories, avaient en commun un élément fondamental qui consistait à accorder un rôle crucial au principe de la non-discrimination, lequel était associé à la reconnaissance du droit des États de prendre les mesures d'intérêt public leur paraissant nécessaires. Aucun instrument ne prévoyait l'admission sans réserve de l'investissement étranger, mais le Traité instituant la CE et l'Accord sur l'Espace économique européen prescrivaient la non-discrimination lors de l'admission d'investissements réalisés par une entreprise quelconque constituée dans l'Espace économique européen indépendamment de sa nationalité. En même temps les deux instruments conserveraient aux États membres et à la Communauté le pouvoir de réglementer l'économie sous tous ses aspects, sous réserve du principe de la non-discrimination.

58. Le représentant des États-Unis a présenté une communication (WT/WGTI/W/32) consacrée à la question des cessions forcées: certains pays, qui continuaient d'appliquer certaines restrictions à la prise de participation au capital par des étrangers, imposaient également aux investisseurs de réduire au bout d'un certain temps le montant de leur part. Pour la délégation des États-Unis, cette pratique était incompatible avec l'adoption d'un régime d'investissement qui fût ouvert et équitable, était contraire aux objectifs fondamentaux de l'OMC, décourageait l'investissement et ne pouvait à long terme qu'entraver la croissance économique.

59. Les représentants de Hong Kong, Chine et du Canada, en présentant la communication de chacune des délégations (WT/WGTI/W/33 et 36), ont formulé plusieurs observations: les accords bilatéraux, régionaux et multilatéraux existants en matière d'investissement étaient très hétérogènes et il n'existait pas d'ensemble cohérent de règles sur le plan multilatéral. Il s'imposait de traiter de façon plus intégrée dans les accords internationaux le commerce et l'investissement; les dispositions actuelles de l'OMC relatives à l'investissement étaient restreintes; on risquait de voir naître des conflits à la suite de la conclusion d'accords relatifs à l'investissement qui étaient conçus pour répondre aux priorités et aux préoccupations des États parties sans tenir suffisamment compte de l'incidence négative qu'ils pouvaient exercer sur les tiers; et même si les instruments existants présentaient beaucoup de points communs quand il s'agissait des grands principes, dans le détail les droits et les obligations n'étaient pas les mêmes. À ce propos, le représentant du Canada a constaté qu'il y avait un rapport étroit entre les points III et IV de la Liste des questions à examiner et il a proposé que le Groupe de travail se saisisse également de la note du Secrétariat portant la cote WT/WGTI/W/22 pour examiner le premier élément du point IV.

60. Le représentant du Canada estimait en outre que son mandat imposait au Groupe de travail d'examiner comment se justifiait l'adoption de règles internationales en matière d'investissement et que, puisque les Membres de l'OMC s'étaient déjà attachés à formuler beaucoup de règles sur le plan bilatéral et sur le plan régional, la question centrale qui se posait était de savoir s'il y avait bien lieu de se doter de règles multilatérales. Pour la délégation canadienne, l'adoption d'une série exhaustive de règles cohérentes pratiquées par tous les Membres de l'OMC créerait un environnement stable, transparent et cohérent au profit des entreprises exerçant leur activité sur le marché mondial, quelle que soit la composition de leur capital et quel que soit l'emplacement de leur siège social. Une approche multilatérale apporterait également certains avantages aux États et aux peuples qu'ils représentaient. Quand les États devaient gérer une multitude d'accords d'investissement et appliquer peut-être des normes différentes à des investisseurs originaires de différents États partenaires et que ces accords comprenaient souvent l'obligation d'appliquer le régime de la nation la plus favorisée, la complexité de la tâche plaidait fortement en faveur d'une multilatéralisation des règles. Un dernier argument en faveur de cette multilatéralisation était qu'il fallait mettre en oeuvre le principe central de l'OMC, le principe de la non-discrimination, dans le cadre des relations économiques internationales.

61. Le représentant du Japon, présentant une communication ultérieurement distribuée sous la cote WT/WGTI/W/34, a proposé que le Groupe de travail examine systématiquement les éléments

toujours présents dans les instruments internationaux relatifs à l'investissement existants pour déterminer s'il y avait bien lieu de les incorporer aux traités multilatéraux ultérieurs. Dans sa troisième partie, la communication de la délégation japonaise proposait une série de points précis à intégrer à un tel examen.

62. Le représentant de la Suisse a constaté que certains schémas uniformes se dégagent des communications présentées par divers Membres, ainsi que de la note du Secrétariat portant la cote WT/WGTI/W/22. Par exemple, il n'était pas reconnu de droit d'investir et l'accès aux marchés n'était pas garanti, sauf quand il s'agissait d'accords comme le Traité instituant la Communauté européenne et l'Accord sur l'Espace économique européen et, en outre, beaucoup de pays appliquaient des procédures de filtrage. Le principe de la non-discrimination était fermement établi sur le plan national et sur le plan bilatéral, mais l'obligation de pratiquer le traitement national revêtait rarement un caractère multilatéral. On pouvait observer une certaine réticence à adopter sur le plan multilatéral ce qui avait été couramment accepté sur le plan national et sur le plan bilatéral. Comme le montrait la communication de Hong Kong, Chine, les lacunes du cadre juridique existant étaient particulièrement manifestes sur le plan multilatéral. La représentante de l'Australie a souligné les conclusions présentées dans cette communication de Hong Kong, Chine, qui étaient que la majorité des accords multilatéraux encourageaient l'investissement au moyen de principes et de directives de caractère non contraignant tandis que, la plupart du temps, les instruments plurilatéraux ou régionaux avaient un caractère juridiquement contraignant et que, par ailleurs, beaucoup d'instruments ne reconnaissaient pas parfaitement le lien existant entre le commerce et l'investissement dans le cadre d'une économie mondialisée. La représentante de l'Australie a également fait sienne une autre constatation formulée dans la même communication, qui était que le Groupe de travail devait absolument examiner le lien entre le commerce et l'investissement sous l'angle des instruments existants. Le représentant du Costa Rica a, lui aussi, observé qu'au niveau des principes de base il y avait des recoupements entre les instruments existants mais les éléments retenus n'étaient pas traités de façon uniforme et le lien entre le commerce et l'investissement n'était pas suffisamment mis en évidence. Il fallait aussi, à son avis, s'interroger davantage sur le fait que l'Accord relatif à l'OMC ne réservait aux questions d'investissement qu'un traitement succinct.

63. La représentante de l'Australie s'est étonnée de lire dans la communication de la Communauté européenne et de ses États membres (WT/WGTI/W/30) qu'il n'était peut-être pas très utile ni très pratique de faire une distinction entre des règles applicables à l'investissement avant son admission et les règles applicables ultérieurement, alors que cette distinction revêtait beaucoup d'importance dans les traités d'investissement bilatéraux conclus par les États membres de la Communauté européenne, lesquels réservaient le droit des parties de réglementer l'admission de l'investissement étranger.

64. En réponse, le représentant de la Communauté européenne a dit que l'utilité de la distinction entre des règles applicables à l'investissement avant son admission et des règles applicables ultérieurement dépendait de la portée donnée à la définition de l'investissement. Cette distinction avait sa source dans les accords d'investissement donnant de celui-ci une définition étroite, limitée à la création ou à l'acquisition d'entreprises et elle était plus valable dans ce contexte qu'elle ne l'était dans les accords plus récents, lesquels définissaient l'investissement sous la forme d'une gamme étendue d'actifs. En outre, le fait que les traités d'investissement bilatéraux conclus par les États membres de la Communauté européenne réservaient le droit des parties de réglementer l'admission de l'investissement étranger n'avait dans la pratique que peu d'importance puisque ces États pratiquaient un régime d'investissement très ouvert à l'égard des pays tiers et que toute entreprise étrangère constituée dans n'importe quel État membre avait le droit d'investir partout sur le territoire de la Communauté sous l'effet des règles relatives à la liberté d'établissement énoncées dans le Traité instituant la Communauté européenne.

65. À titre d'observation préliminaire sur la communication des États-Unis relative aux cessions forcées, le représentant de la Malaisie a dit que la promotion du développement économique constituait pour son pays un principe d'action fondamental; l'IED favorisait sans doute la réalisation

de cet objectif mais avait aussi d'autres incidences. Il fallait apprécier la question soulevée par les États-Unis par rapport à la nécessité d'assurer l'application générale de règles conçues pour servir l'intérêt public sous des aspects essentiels.

66. Les représentants de la Suisse, de la Communauté européenne et du Costa Rica ont fait écho aux vues exprimées par le représentant du Canada au sujet des avantages que présenteraient des règles multilatérales en matière d'investissement et, de son côté, le représentant de la Corée a dit que le Groupe de travail devrait effectivement faire dans ses travaux ultérieurs une place importante à la question de savoir s'il fallait ou non travailler à la mise en place d'un cadre multilatéral. Le représentant du Pakistan a fait observer que, dans leur communication, la Communauté européenne et ses États membres (WT/WGTI/W/30) constataient que, d'après le tableau qui se dégageait de l'analyse, il était possible de "mettre en place un cadre très complet de règles régissant en profondeur les questions d'investissement tout en parvenant à un véritable équilibre entre les objectifs politiques des pays d'accueil, qui sont très différents entre eux et semblent parfois contradictoires". L'important était que la Communauté européenne parle de règles "régissant en profondeur" plutôt que de règles "multilatérales". L'existence de toute une série d'instruments qui, comme cette communication le faisait valoir, réalisaient leur finalité première et parvenaient à équilibrer les droits et obligations des États et des investisseurs, pouvait militer en faveur du maintien du statu quo et ne plaidait pas pour l'élaboration à tout prix d'un cadre multilatéral. Au sujet de la communication de Hong Kong, Chine, le représentant du Pakistan admettait, comme il était indiqué au paragraphe 17 de l'exposé, que la prévisibilité jouait un rôle important dans la prise de décisions relatives à l'investissement mais, à son avis, il n'était pas évident qu'il faille établir tout un ensemble de règles multilatérales pour garantir cette prévisibilité.

67. Le représentant de la Communauté européenne a fait observer à l'intention du représentant du Pakistan qu'il fallait citer la communication de la Communauté sans manquer de replacer l'extrait dans son contexte, celui d'une analyse factuelle des accords existants, car la communication ne portait pas sur l'élaboration éventuelle de règles multilatérales. En outre, l'extrait cité visait à préciser quel régime d'investissement pratiquaient la Communauté européenne et ses États membres, régime reposant sur des règles d'une portée exceptionnelle du Traité instituant la Communauté européenne et de l'Accord sur l'Espace économique européen, règles complétées par les accords d'investissement bilatéraux conclus par les États membres avec des pays tiers. Le représentant de Hong Kong, Chine a précisé que la communication présentée par sa délégation ne tendait nullement à soutenir qu'il fallait mettre en place un ensemble multilatéral de règles pour renforcer la prévisibilité nécessaire à l'investisseur. Cette communication recensait effectivement les lacunes du cadre international existant mais elle ne formulait aucune conclusion quant à la nécessité d'adopter des règles multilatérales. Le représentant du Japon a rappelé que, pour la délégation japonaise, la prévisibilité était l'un des principaux déterminants des décisions prises en matière d'IED, comme elle l'a en particulier indiqué dans la communication portant la cote WT/WGTI/W/11, et la mise en place d'un cadre multilatéral pouvait être garante de cette transparence. Le représentant de la Hongrie a ajouté que le manque de prévisibilité constituait effectivement un obstacle aux flux d'investissement.

68. Le représentant de l'Inde a rappelé qu'il avait été décidé de limiter, à la réunion en cours, l'examen du premier élément du point IV à ses aspects factuels et qu'il fallait par conséquent s'abstenir de formuler des jugements de valeur quant à l'opportunité d'élaborer des règles. D'après les informations communiquées jusqu'à présent au Groupe de travail, dont il fallait tenir compte pour procéder à cet examen factuel du premier élément du point IV, il se dégageait une observation générale: aucun pays n'accordait actuellement librement le droit d'investir. Lors des débats relatifs à l'investissement qui avaient précédé la Conférence ministérielle de Singapour, il avait été proposé de donner pour objectif aux travaux multilatéraux sur l'investissement de faire reconnaître un droit d'établissement; il était donc utile que les études réalisées au sein du Groupe de travail aient conduit à préciser que, dans la pratique, aucun pays n'accordait ce droit. Il était important aussi que l'on constate, d'après toutes les communications présentées au Groupe de travail, que le bénéfice du traitement national n'était pas accordé à l'investissement avant son admission. Quant aux différences

entre les instruments existants, c'était surtout à première vue la définition de l'investissement qui était extrêmement variable. La thèse de certains était que la distinction entre régime applicable avant l'admission et régime applicable ultérieurement serait peut-être moins utile s'il était adopté une définition large de l'investissement, mais les propositions formulées lors des préparatifs de la Conférence ministérielle de Singapour en vue des travaux à entreprendre sur l'investissement au sein de l'OMC visaient très précisément l'investissement étranger direct.

69. Le représentant du Canada a indiqué que l'existence d'un droit d'investir et l'application du traitement national étaient des éléments fondamentaux d'un très grand nombre d'accords d'investissement existants, dont tous les accords bilatéraux et régionaux auxquels le Canada était partie. Peut-être le représentant de l'Inde voulait-il dire que le droit d'investir et le régime du traitement national faisaient parfois l'objet de dérogations et de restrictions.

70. Pour le représentant de l'Inde répondant au représentant du Canada, dire que certains instruments accordaient un droit d'investir de même que le bénéfice du traitement national à l'admission de l'investissement mais sous réserve de dérogations et de restrictions confirmait qu'il n'existait pas de droit automatique à l'investissement et que le traitement national n'était pas non plus automatiquement accordé avant l'admission. Le très grand nombre de réserves qu'il était proposé, lors des négociations en cours, de joindre au projet d'accord multilatéral sur l'investissement, mettait en évidence le fait que les pays développés eux-mêmes n'étaient pas en mesure d'accorder un droit automatique d'investir.

71. Les représentants du Brésil et de la Colombie constataient, au sein du Groupe de travail, une tendance à débattre des régimes et des instruments existants en matière d'investissement sous forme de généralisations sans doute excessives. Le représentant du Brésil a tenu à faire observer que le Brésil n'imposait aucune formalité d'autorisation préalable à l'admission de l'investissement étranger, alors qu'il avait entendu dire au cours de la réunion que les pays pratiquaient tous le filtrage sous une forme ou sous une autre; et le Brésil ne faisait pas non plus de distinction selon que l'investissement n'était pas encore ou était déjà dans le pays d'accueil. La représentante de la Colombie a dit qu'il fallait analyser de plus près comment les instruments existants traitaient les questions relatives au traitement national et au régime de la nation la plus favorisée ainsi que les questions de change et les procédures de règlement des différends. Pour le représentant de la Suisse, il serait peut-être utile de préciser, à un stade ou à un autre des travaux, quel sens précis revêtait la notion de filtrage de l'investissement.

72. La représentante de l'Australie a proposé que le Groupe de travail s'attelle à une étude approfondie de la définition de l'investissement dans toute une gamme d'accords d'investissement existants. Les représentants du Pakistan, de la Communauté européenne, du Brésil, de la Colombie, de l'Inde, de la Suisse et des États-Unis ont souscrit à cette idée. La représentante de l'Australie a indiqué que cette étude pouvait avoir pour objet d'identifier des mouvements de capitaux qui seraient sans intérêt du point de vue de l'OMC. Pour le représentant du Brésil, il serait très utile d'examiner quels liens il y aurait entre une définition large de l'investissement et le besoin de prévoir des dérogations et des sauvegardes, par exemple en ce qui concernait la balance des paiements et les mouvements de capitaux de portefeuille, et il a indiqué que le travail réalisé sur la définition de l'investissement serait également utile du point de vue de la nécessité, évoquée par le Canada, de préciser les questions relatives à l'IED sous l'angle du développement. Le représentant du Pakistan a souscrit pour sa part à la suggestion formulée par la Communauté européenne et ses États membres dans leur communication, tendant à ce que le Groupe de travail se penche de très près sur la philosophie et la teneur des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Il serait en particulier instructif de voir dans quelle mesure ces principes étaient effectivement respectés par les entreprises multinationales originaires des pays membres de l'OCDE; de voir aussi quels obstacles empêchaient de transformer ces principes en règles juridiquement contraignantes; et enfin de comparer ces principes au projet de code de conduite à l'intention des sociétés transnationales qui avait été élaboré dans le cadre des Nations Unies. Le représentant du

Pakistan aurait également aimé savoir où en était la CNUCED qui avait entrepris d'élaborer un ensemble de critères permettant d'évaluer les accords d'investissement sous l'angle du développement.

73. Pour le représentant du Canada, l'allusion faite par le représentant du Pakistan aux travaux de la CNUCED sur l'intérêt que pouvaient présenter les accords d'investissement pour le développement soulevait la question fondamentale de savoir comment il était possible de prendre en compte cette dimension du développement dans les accords d'investissement internationaux. Pour la délégation canadienne, l'analyse opérée au titre des points I et II de la Liste des questions proposées pour examen avait montré que les flux d'IED favorisaient la croissance et le développement en soi, mais certains membres étaient, semblait-il, d'avis que, mis à part le fait que les accords d'investissement aboutissaient à promouvoir les flux d'investissement, il se posait des questions particulières au sujet de l'IED et de sa dimension développement qui méritaient d'être étudiées à part. Si tel était le cas, il faudrait identifier ces questions et en débattre au sein du Groupe de travail. Peut-être convenait-il de voir sous cet angle la déclaration que le représentant de l'Inde avait faite au sujet des liens entre la mobilité des capitaux et celle de la main-d'œuvre.

74. Ayant entendu le représentant de l'Inde faire allusion à des restrictions à l'IED qui seraient envisagées dans le cadre des négociations dont faisait actuellement l'objet un projet d'accord multilatéral sur l'investissement, le représentant de l'OCDE a tenu à préciser que les participants à ces négociations avaient tacitement convenu qu'il n'y aurait aucune dérogation aux dispositions relatives à la protection de l'investissement qui correspondaient aux règles classiquement énoncées dans les accords d'investissement bilatéraux et s'appliquaient aux investissements après leur admission (c'est-à-dire le bénéfice du traitement général, les règles d'expropriation et d'indemnisation, la protection en cas de troubles intérieurs). Mais les participants ont également convenu qu'il pourrait y avoir des dérogations en ce qui concerne l'admission de l'investissement. Lors des discussions les plus récentes sur la question, les participants ont fait valoir des exceptions qu'ils considéraient comme indispensables pour protéger des mesures non conformes aux prescriptions envisagées dans des domaines comme ceux du traitement national, du régime de la nation la plus favorisée et des obligations de résultats. Les participants ont procédé à une discussion de principe pour déterminer dans quelle mesure ces dérogations figureraient dans l'accord. L'une de ces dérogations intéressait les droits acquis et le fait de s'engager à préserver le statu quo en ce qui concerne les mesures non conformes existant déjà. Un deuxième type de dérogation intéressait les secteurs pour lesquels les pays n'étaient pas disposés à accepter de préserver le statu quo. Le débat était extrêmement animé sur le point de savoir s'il fallait autoriser ce second type de dérogation de caractère proprement national ou s'il était préférable de définir des dérogations de caractère général visant les objectifs de fond sous-jacents. À côté de cette discussion de principe, les dérogations étaient également examinées sur le plan bilatéral et au sein d'un groupe technique créé pour faciliter la comparaison des dérogations proposées par les participants, lequel analysait les dérogations présentées dans tel ou tel autre secteur. Au sujet de la question de la définition de l'investissement, le représentant de l'OCDE a indiqué que la question n'avait pas beaucoup retenu ces derniers temps l'attention des participants aux négociations. Comme en témoignait le projet d'accord intégral sous sa forme actuelle, les participants avaient décidé d'adopter une définition très large couvrant tous les types d'investissement. Ils avaient également convenu que, précisément parce que cette définition était large, il fallait prévoir une clause de sauvegarde pour couvrir l'éventualité de difficultés de la balance des paiements. L'application de cette clause de sauvegarde serait assujettie à un mécanisme de surveillance dans lequel le FMI jouerait un rôle primordial.

75. Le Groupe de travail a pris note des déclarations et est convenu de revenir à cet élément lors de sa prochaine réunion, à laquelle le Groupe se saisirait également des autres éléments du point IV, ainsi qu'il en avait été décidé à la réunion de décembre 1997. La note du Président portant le n° 6004/Rev.1 serait révisée pour tenir compte des questions qui avaient été soulevées au cours de la réunion et appelaient un examen plus poussé. Le Groupe de travail est convenu également de demander au représentant de l'OCDE de communiquer avant la prochaine réunion des renseignements sur les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, indiquant

notamment quels enseignements on pourrait tirer de leur mise en oeuvre, et de demander par ailleurs à la CNUCED des indications sur la façon dont progresse l'élaboration de critères permettant de juger dans quelle mesure les accords d'investissement prennent en compte la dimension développement. Le Groupe de travail est convenu en outre qu'il procéderait à sa prochaine réunion à une discussion approfondie de la définition de l'investissement. Le Président a invité les délégations à communiquer leurs vues sur cette question.

76. Suite à des suggestions des représentants de la Suisse et du Mexique, le Groupe de travail est convenu également que le Secrétariat distribuerait avant la prochaine réunion un ordre du jour annoté expliquant comment serait organisée la discussion de certains points et donnant en outre une liste récapitulative des documents distribués.

#### E. DEMANDES DE STATUT D'OBSERVATEUR PRÉSENTÉES PAR DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES INTERGOUVERNEMENTALES

77. Le Président a rappelé qu'à sa réunion de décembre 1997, le Groupe de travail avait examiné des demandes de statut d'observateur émanant d'un certain nombre d'organisations internationales intergouvernementales et avait décidé de revenir ultérieurement à ces demandes pour les examiner compte tenu des consultations en cours au sein du Conseil général. À cette même réunion, le Groupe de travail avait également décidé que les organisations invitées à assister à ladite réunion seraient également invitées à participer à la réunion suivante dans les mêmes conditions. Comme les consultations en cours dans le cadre du Conseil général n'étaient pas terminées, le Président a proposé que le Groupe de travail s'en tienne au statu quo et prenne la même décision qu'à sa précédente réunion, en convenant de revenir sur la question à sa prochaine réunion pour l'examiner compte tenu de l'issue éventuelle des consultations qui se déroulaient dans le cadre du Conseil général. Il en a été ainsi convenu.

#### F. QUESTIONS DIVERSES

78. Le Groupe de travail a pris note du texte de la déclaration que son Président ferait devant le Conseil général à la réunion prévue le 24 avril 1998 pour faire le point des travaux réalisés par le Groupe de travail depuis décembre 1997.

#### Prochaine réunion

79. Le Président a rappelé qu'il avait été convenu en décembre 1997 que la deuxième réunion de 1998 se tiendrait les 16 et 17 juin.

---